

L'Adresse—M. Broadbent

Des voix: Oh non!

M. Broadbent: L'absence d'impôts minimum de ce genre au Canada contribue aussi au déficit. Si les gens d'affaires sont tant préoccupés par le déficit, pourquoi n'ont-ils pas proposé cette mesure?

Comme mon collègue, qui incidemment a été élu en même temps que moi il y a environ 21 ans, vient de le faire remarquer, les gens d'affaires se sont-ils exclamés: «Mon Dieu, il y a pour plus de 30 milliards de dollars d'impôts reportés! C'est absolument scandaleux. Cela doit peser lourd dans le déficit. Il faut mettre un terme à cette situation.» Peut-être qu'en percevant une partie des intérêts de ces impôts reportés, on réussirait à réduire le déficit qui préoccupe tant, semble-t-il, le monde des affaires. Mais non, monsieur le Président, pas un mot à ce sujet.

Voilà en quoi consiste la priorité des gens d'affaires. Ce ne sont pas des hommes ou des femmes politiques, et c'est leur droit dans une société libre. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions sur le but qu'ils visent et sur les répercussions de la politique qu'ils préconisent. Ce ne sont pas les simples citoyens qui font partie du monde des affaires que je considère comme les responsables dans cette histoire. J'en tiens pour responsables les politiciens conservateurs qui forment le gouvernement du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Le monde des affaires et le ministre des Finances (M. Wilson) n'ont pas parlé des conséquences de cela pour le déficit, de ces mécanismes économiques incroyablement inefficaces mais remarquablement avantageux pour un certain groupe qui, du point de vue de l'équité, devraient être radicalement réformés. Le ministre des Finances et le monde des affaires n'en parlent pas. La seule chose qu'ils mentionnent, c'est la nécessité de réduire les programmes sociaux, ainsi le plan concernant l'assurance-chômage ou la suppression de l'universalité des allocations familiales ou encore la compression des programmes régionaux, qui sont absolument essentiels à la famille canadienne moyenne ou pauvre.

Je rappelle aux conservateurs élus que ce sont ces familles moyennes et pauvres qui constituent la majorité des Canadiens et que, pour une fois, le gouvernement devrait écouter la majorité plutôt que la minorité.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Hier, en me levant, j'ai allumé la radio et syntonisé Radio-Canada anglais. Je pense que l'annonceur était membre de NABET, mais je n'en suis pas sûr. J'ai écouté les nouvelles. J'ai entendu la belle voix du ministre des Finances, en provenance de Washington, ce

qui est tout à fait approprié. Michael a bien du mal à décider s'il est à Ottawa ou à Washington. Pour lui cela ne fait pas une grande différence. Par contre, ce qu'il disait m'a surpris. Une des choses qu'on peut dire du ministre des Finances, et je vais être franc, c'est qu'il est direct. S'il avait rédigé le discours du Trône il nous aurait servi les nouvelles sans fioritures, au lieu de tout ce boniment. Dans quelques semaines, que nous aimions cela ou non, le budget nous sera livré sans camouflage.

Le ministre des Finances disait qu'il pouvait accepter un plafonnement, voire un fléchissement de l'économie. C'est grave, monsieur le Président, parce que ce qu'il dit c'est que l'économie est en surchauffe et qu'en tant que ministre des Finances il ne serait pas mécontent de voir un certain ralentissement. Au Parti néo-démocrate nous sommes d'un avis tout à fait contraire. Quoi qu'en pense Michael Wilson, la plupart des régions de ce pays n'ont pas entièrement récupéré de la récession qui a commencé au début des années 1980. Nous ne sommes pas d'avis qu'il faille ralentir l'économie, nous avons encore besoin de croissance économique.

• (1650)

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Alors que nous avons plus d'un million de chômeurs, il est totalement irresponsable que le ministre des Finances vienne dire qu'il est prêt à accepter un fléchissement de l'économie. Nous devons avoir une politique économique qui favorise la croissance et surtout le développement régional et l'équité fiscale en l'espace de quelques années et dont le but ultime soit, non pas le plein emploi dans une seule région, mais le plein emploi dans l'ensemble du pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous estimons que, comme l'ont montré certains gouvernements socio-démocrates, nous pouvons avoir une politique économique qui n'oblige pas à choisir entre le chômage et l'inflation. D'après nous, en choisissant bien les politiques, la fiscalité et les taux d'intérêt, en faisant en sorte que le secteur public et le secteur privé travaillent de concert, nous pouvons atteindre les objectifs que je viens d'énoncer.

[Français]

L'iniquité flagrante et croissante dans notre régime fiscal est évidente. Parce que nous n'avons pas d'impôt minimum sur les entreprises rentables, le Trésor perd près d'un milliard de dollars par année. Parce que les grandes entreprises rentables ne paient pas leur juste part d'impôt, les familles canadiennes paient plus que leur part.